



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/AC.37/2000/1
24 janvier 2000
FRANÇAIS
ORIGINAL : ARABE

COMITÉ DU CONSEIL DE SÉCURITÉ CRÉÉ
PAR LA RÉOLUTION 1267 (1999)
CONCERNANT L'AFGHANISTAN

LETTRE DATÉE DU 13 DÉCEMBRE 1999, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL
DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE L'ARABIE SAOUDITE
AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint un rapport sur les mesures prises par l'Arabie saoudite en application du paragraphe 4 de la résolution 1267 (1999) du Conseil de sécurité en date du 15 octobre 1999.

Soucieux de respecter les dispositions de la Charte des Nations Unies et résolu à combattre la criminalité et le terrorisme, qui constituent une menace contre la paix et la sécurité internationale,

Convaincu de la nécessité de coopérer sans réserve avec l'Organisation des Nations Unies dans la mise en oeuvre des résolutions du Conseil de sécurité.

Le Gouvernement saoudien a pris les mesures suivantes en application du paragraphe 4 de la résolution 1267 (1999) du Conseil de sécurité en date du 15 octobre 1999 portant imposition de sanctions contre les Taliban à compter du 14 novembre 1999 :

1. Le Gouvernement saoudien s'est conformé aux dispositions de l'alinéa a) du paragraphe 4 de la résolution en donnant ordre aux autorités compétentes de refuser aux aéronefs appartenant aux Taliban ou affrétés ou exploités par les Taliban ou pour le compte des Taliban l'autorisation de décoller du territoire saoudien ou d'y atterrir. En outre, le Gouvernement saoudien a décidé de mettre fin à toutes transactions avec la société sous contrôle taliban Ariana à compter du 19 septembre 1999.

2. En application de l'alinéa b) du paragraphe 4 de la résolution, le Gouvernement saoudien a donné ordre aux autorités financières compétentes de bloquer les fonds ou autres ressources financières, tirés notamment de biens appartenant aux Taliban ou contrôlés directement ou indirectement par eux, ou appartenant à, ou contrôlés par, toute entreprise appartenant aux Taliban ou contrôlée par les Taliban, et de veiller à ce que ni les fonds et autres ressources financières en question ne soient mis à la disposition ou utilisés au

bénéfice des Taliban ou de toute entreprise leur appartenant ou contrôlée directement ou indirectement par les Taliban.

Le Gouvernement saoudien souhaite préciser qu'Usama bin Laden n'est pas un ressortissant saoudien, que l'accès au territoire saoudien lui est interdit et que la question de son extradition est du ressort des parties au conflit.

Le Représentant permanent

(Signé) Fawzi Bin Abdul Majeed SHOBOKSHI
